

Contribution des militants PSE Hauts de Seine- sud

Dans le cadre de la consultation pour le Manifesto organisée par le PSE, les militants PSE des Hauts-de-Seine ont souhaité apporter leur contribution sur le thème de la Nouvelle Europe Sociale notamment. Plusieurs réunions se sont tenues dans le département et nous sommes parvenus aux points suivants :

La démarche entreprise par le PSE a été saluée par l'ensemble des militants, même si pour certains la structure du PSE reste peu claire.

Pour le budget :

- Des efforts doivent être effectués pour réorienter les dépenses. En effet certaines d'entre elles n'ont plus de raison d'être ou ont besoin d'être attribuées (à d'autres pays par exemple). Il faut en finir avec la logique du retour par pays (c'est-à-dire, qu'est ce que je reçois par rapport à ce que je donne ?). Chaque état doit entrer dans une démarche collective et non pas individuelle.

Plusieurs exemples :

- La Politique Agricole Commune (PAC), le PSE doit prendre un engagement fort pour une réorientation (pas une suppression) au vu des besoins réels
 - Concernant les fonds structurels, certains pays ont bénéficié, à raison, d'un certain nombre de fonds structurels. Leur besoin est maintenant beaucoup plus faible. Nous devons les réadapter et donner à ceux qui en ont le plus besoin.
 - Pour la gestion de ces fonds structurels, il nous apparaît que certains pays n'ont pas les structures leur permettant d'utiliser aux mieux ces fonds. L'UE doit pouvoir les y aider. De même, une simplification des procédures d'obtention doit être mise à l'étude.
 - Le « chèque Britannique » n'a plus lieu d'être aujourd'hui. Avec la renégociation de la PAC, ce chèque doit également être remis à plat et supprimé au profit des nouveaux entrants.
- Un des points importants est la lutte réelle contre le dumping social. Certains estiment que la formule proposée dans le document de travail à ce sujet est trop nuancée. Nous devons faire en sorte d'harmoniser la politique fiscale des entreprises au niveau de l'Europe. Le PSE doit être ambitieux sur la question des impôts. Elle doit également s'accompagner de la mesure sur le revenu minimum calculé sur plusieurs critères
 - Certains camarades proposent une coopération renforcée sur la question fiscale

Du point de vue social, il nous paraît indispensable de militer pour un renforcement du rôle syndical en Europe, de développer les Comités d'Entreprise Européens et d'en augmenter la consultation par la commission et les gouvernements.

Nous souhaitons que le PSE aborde la question de la défense du service public. Nous savons que suivant les pays, la définition du service public varie mais des secteurs importants doivent être défendus : grands réseaux (eau, électricité, rail), santé, éducation...

Pour la recherche, nous sommes d'accord pour l'introduction de capitaux privés dans ce secteur, mais nous souhaitons attirer l'attention sur le manque d'information pour les PME-PMI pour l'accès aux différents marchés. Une réflexion sur le long terme doit être engagée sur le financement de la recherche. Une rationalisation des différentes structures permettrait de réaliser des économies pour les réinvestir dans d'autres projets. Par exemple il existe un synchrotron en France et au Royaume-Uni sur financement européen, est-ce vraiment nécessaire ?

Question des droits :

Le PSE doit s'engager dans la défense des droits fondamentaux et doit militer pour la bonne application de la Charte des droits fondamentaux. La campagne pour le travail décent organisée par le PSE doit être présente dans notre projet commun. Le PSE se doit de défendre le travail décent, un revenu décent.

Les droits aux loisirs, à la vie de famille et à la retraite pourraient figurer dans nos propositions. Les conditions de travail des femmes sont également essentielles et le PSE pourrait défendre la mise en place d'une politique de la famille au niveau européen.

Education :

ERASMUS est un formidable outil, visible de tous et qui a permis de bénéficier d'un grand projet européen. Nous proposons d'étendre cette initiative au niveau des apprentis.

PSE : une tête de liste qui sera président de la commission si nous avons la majorité !

Un certain Besoin d'Europe.

Relancer la cause de l'unité européenne - Relancer la cause de l'Europe politique

Pour chaque penseur et militant progressiste la nécessité historique de donner à l'Europe l'élan politique et l'horizon politique qui lui font encore défaut se dessine comme une lutte, un engagement, parmi les plus importantes pour les années à venir.

Seulement si l'Europe réussit à s'affirmer comme entité politique unitaire, elle pourra encore compter sur la scène mondiale, elle pourra encore donner son apport singulier à l'évolution de l'ordre global.

Nous disons, et nous le constatons chaque jour, que tout change. Puis, nous lisons Jean Monnet et nous nous disons que finalement nos préoccupations, nos objectifs et les engagements d'aujourd'hui, ne sont pas, au fond, si différents de nos prédécesseurs

« Nous ne pouvons pas nous arrêter quand autour de nous le monde entier est en mouvement ... Aujourd'hui nos peuples doivent apprendre à vivre ensemble sous des règles et des institutions communes librement consenties s'ils veulent atteindre les dimensions nécessaires à leur progrès et garder la maîtrise de leur destin. Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. »

Devant ce rendez-vous avec l'histoire, notre objectif principal ne peut être que l'approfondissement de l'intégration en vue de l'union politique avec ceux qui veulent aller plus loin, et de ce fait, avec ceux qui veulent continuer l'élan européen.

Dans cette dynamique, il faut examiner, avec un discours enfin de vérité, le problème des rapports entre gouvernants et gouvernés au sein de l'Union et le problème de la participation et du consensus des citoyens. C'est le moment de valoriser le Parlement Européen et ses pouvoirs en intensifiant la collaboration avec les Parlements nationaux, en renforçant les échanges avec la société civile, en invitant les citoyens à se reconnaître dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union mais aussi à prendre l'initiative en proposant de nouveaux actes législatifs européens.

Nous devons réduire la « bureaucratie de Bruxelles » là où elle existe mais nous allons aussi écarter ceux qui y voient le bouc émissaire idéal pour couvrir leurs responsabilités, leurs insuffisances.

Voici les quelques priorités vitales, pour l'avenir de l'Union. Vitales, pour chacun qui se reconnaît citoyen européen.

L'engagement progressiste.

Agir pour fonder l'Europe sociale, plus juste, plus solidaire mais aussi plus dynamique et efficace. Ces quelques mots expriment déjà une certaine idée de la prospérité.

Mais comment y arriver ?

En régulant le marché du travail. Chacun a une place dans la société. Nous devons tirer parti des talents et compétences de chacun. Nous devons avant tout, promouvoir la synergie sociale et non pas la simple compétition avide.

En investissant dans les gens– moyennant l'éducation et la formation. Il s'agit ici d'un point essentiel. Et pour passer des métiers du passé aux professions d'avenir, il faut investir constamment dans le développement des compétences et des connaissances des citoyens.

En soulignant l'importance et la nécessité pour les citoyens d'avoir des services de la petite enfance de bonne qualité, abordables et accessibles. Ils permettent aux enfants de jouir du meilleur départ pour leur éducation et aux parents de rester actifs d'être disponibles sur le marché de l'emploi.

Au moment où certains disent que l'Europe ne peut plus se permettre ses Etats-providence que les nations doivent être compétitives (niveaux de taxation mais aussi de réduire les droits des travailleurs). En tant que sociaux-démocrates européens, nous ne sommes pas pour la destruction de l'Etat – providence mais pour sa réforme. Nous ne sommes pas pour la dérégulation des marchés, mais pour la correction de phénomènes spéculatifs au détriment de la juste redistribution. Nous sommes enfin pour la prise immédiate des mesures de diminution de la compétition stérile entre les états membres surtout au sujet de la taxation de l'activité économique et de la consommation.

Si pour conclure, on voulait inclure dans une seule phrase nos aspirations et nos objectifs pour l'avenir européen, cela ressemblerait beaucoup à la phrase suivante :

Relancer la cause de l'unité européenne - Relancer la cause de l'Europe politique – Fonder l'Europe sociale.

Benjamin Lanier
Despina Bekiari